

« Il faut partir de l'existant soutenable et l'améliorer »

Philosophe et économiste, Patrick Viveret pense que la ville de demain se construit dès aujourd'hui, à partir de deux données clés, l'humain et l'environnement.

Par ALEXANDRA BOGAERT

Pour poser les fondations de la ville durable, le penseur altermondialiste Patrick Viveret établit un ordre de marche. D'abord, se débarrasser des constructions spéculatives mitées. Ensuite, disposer au même niveau les premières briques : l'humain et l'environnement. Enfin, revêtir le tout d'une couche de technologies au service du bien-vivre et de la sobriété heureuse.

Pourquoi faut-il repenser la ville ?

Patrick Viveret : Parce que dans nombre de villes, et notamment les mégapoles, se pose le problème d'une extrême vulnérabilité et de l'insoutenable, qu'il s'agisse de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'eau, de la consommation d'énergie ou des transports. Chaque fois qu'on se pose la question de la ville durable, il faut commencer par déterminer en négatif ce qui est insoutenable, inéquitable, irresponsable dans les villes. La lucidité permet de mieux penser une stratégie de transformation vers une ville du bien-vivre, une ville plus humaine.

Une ville humaine, est-ce la condition de la ville durable ?

Pas uniquement. Il y a en fait deux briques de base et complémentaires sur lesquelles travailler : l'écologie et l'anthropologie. Je ne peux pas avoir une situation humainement acceptable dans un environnement insoutenable. Pour réussir la soutenabilité écologique, il faut sortir



A Lille, comme à Bordeaux, Nantes ou Strasbourg, les transports doux se font leur place.

de la dynamique de la démesure, qui provoque le gaspillage énergétique et alimentaire, le creusement des inégalités sociales, la finance court-termiste et spéculative. Or on sait que la démesure provoque le mal de vivre. Une ville qui saurait diminuer les inégalités sociales, qui remettrait l'économie autour des richesses réelles et non spéculatives, placerait le bien-vivre non au-dessus du gâteau, comme on le fait d'une cerise, mais au cœur de celui-ci. Ce doit être

le socle même de la ville durable – ou soutenable, comme je préfère l'appeler.

A quoi ressemblera-t-elle ?

Je la conjugue au présent, à partir d'exemples européens. On trouve sur ce continent des morceaux de ville qui ont acquis ces dernières années un haut degré de soutenabilité et où il fait bon vivre. Prenez les centres-villes des grandes capitales européennes ou de Nantes (Loire-Atlantique), Bordeaux (Gironde), Lyon

(Rhône) et Lille (Nord). Les transports y sont plus doux qu'avant, la place faite à la beauté y est importante, prendre le temps de la flânerie y est possible. Dans les années 1960, ces villes étaient noires et polluées, la voiture y régnait en maître. On peut aussi s'inspirer des villes du Sud et de leurs systèmes efficaces de lutte contre la chaleur, comme Fes, au Maroc, ou de villes marquées par le déclin industriel, comme Glasgow (Ecosse) ou Detroit (Etats-Unis). Elles ont su se reconvertir et recréer un vivre ensemble autour de la culture ou de la question alimentaire. Sur ces bases, on peut ensuite venir greffer d'autres fondamentaux, comme l'amélioration des réseaux énergétiques, des bâtiments, des systèmes de transports, pour rendre l'ensemble vraiment durable.

La ville durable aura donc les contours de l'existant ?

Il est sûr qu'on ne va pas repartir de zéro. Les représentations futuristes hors sol sont souvent un échec, comme ce projet d'écocité de Dongtan, en Chine, jamais sorti de terre et qui n'aurait de toute façon en rien réglé la question des populations pauvres. Il faut partir de l'existant soutenable, l'améliorer, et radicalement transformer voire détruire l'insoutenable. On est plus proche de la métamorphose que de la révolution. La ville durable permet d'articuler ce que j'appelle le trépied du rêve : le R pour résistance créative contre la démesure et l'insoutenable, le V pour vision transformatrice qui permet de débloquent l'imaginaire, le E pour expérimentation émancipatrice.

Comment les trois s'imbrquent-ils ?

Une expérimentation articulée autour d'une vision et d'une logique de résistance peut provoquer une vraie dynamique, un vrai désir. La preuve avec les écoquartiers qui sont certes des réalisations modestes ou incomplètes – en ce sens qu'il y a peu de mixité sociale, par exemple –, mais qui ont un écho très important. C'est le cas de BedZed, au sud de Londres.

Comment vivra-t-on dans la ville durable ?

Voilà les grandes questions : comment va-t-on s'y aimer, y vieillir, y mourir. Il faut réfléchir à la question intergénérationnelle pour éviter la construction de ghettos pour personnes âgées. Là encore, on peut se retourner vers le présent et s'inspirer d'initiatives concrètes, comme mettre par exemple une crèche dans une maison de retraite. On peut aussi réfléchir au développement des SCIC (*les sociétés coopératives d'intérêt collectif, qui permettent d'associer autour d'un même projet des salariés, des bénévoles,*

des objets cassés, qui sont des alternatives conviviales à l'insoutenable et au mal de vivre.

Car n'oublions pas que le terme « bénéfique », à l'origine, ne signifie pas « profit financier » mais « bienfait ». Et que le mot « perte » ne fait pas d'abord référence à l'argent mais à une perte humaine. Retrouver le sens originel des mots est indispensable pour penser la ville soutenable, qui doit faire décroître l'économie spéculative, la logique de vitesse et de stress, mais faire croître le bien-vivre à travers une sobriété heureuse, pour



Matthieu Riegler - Kyro - Wikimedia Commons

PATRICK VIVERET, philosophe et économiste

« L'économie est insoutenable à 95 %, soit la proportion de flux quotidiens d'argent purement spéculatifs. »

des usagers, des collectivités publiques, des entreprises, des associations, des particuliers, nldr).

Justement, quel pourrait être le modèle économique de cette ville ?

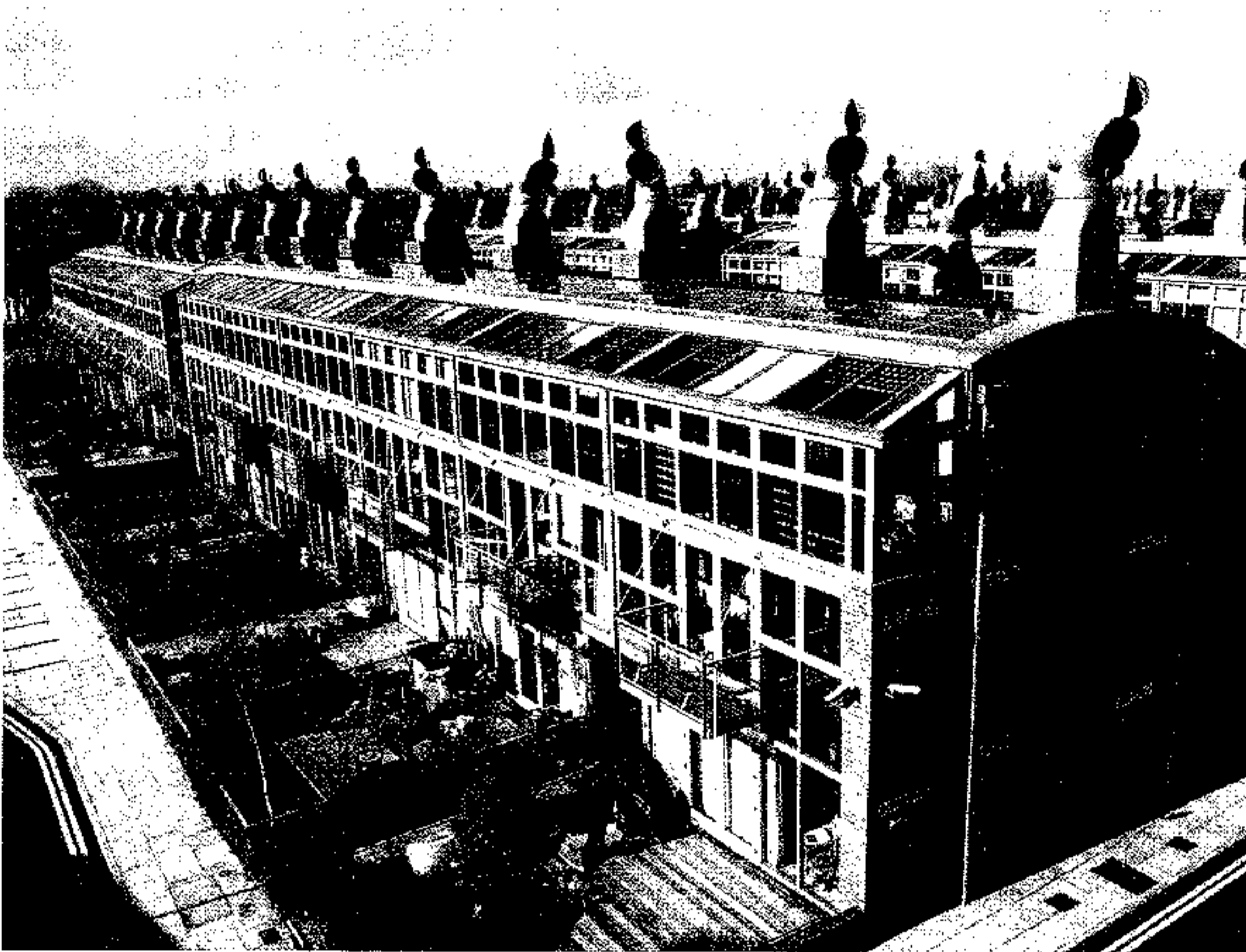
Il faudrait réencaster l'économie dans le vivant. Elle est aujourd'hui insoutenable à 95 %, soit la proportion des flux quotidiens d'argent qui sont purement spéculatifs. La monnaie devrait redevenir un outil facilitateur d'échange et de création de richesse alors que ce n'est aujourd'hui qu'un objet de désir et d'addiction. D'où l'intérêt de recourir à des monnaies locales ancrées dans le réel, à articuler entre elles afin qu'on puisse les échanger, et à un système d'économie circulaire, fondée sur la coopération, la solidarité et la contribution. A l'exemple des *repair café*, où l'on répare ensemble

repandre l'expression de Pierre Rabhi.

Qui détient la clé du changement ?

Tous les habitants d'une ville ! Le politique, à condition qu'il ne soit pas dans une logique de conquête de pouvoir mais se positionne comme grand ensemblier. Les entreprises, à condition qu'elles n'aient pas une vision court-termiste. Les citoyens, à condition qu'ils ne soient pas passifs. Tous ces acteurs, on les retrouve parmi ceux qu'on a appelés les « créatifs culturels », parce qu'ils ne sont ni des modernistes libéraux, ni des traditionalistes conservateurs. Ce segment silencieux mais important de la société a une posture différente de ces deux autres catégories par rapport à l'écologie, à l'argent, à l'égalité hommes/femmes, à l'être – auquel ils accordent plus d'importance





Les écoquartiers (ici BedZed, à Londres) sont un pas important vers la ville du bien vivre.

↳ qu'au paraître –, à l'implication sociale, au multiculturalisme. Et ils sont très dynamiques ! C'est parmi eux que se trouve la force motrice des stratégies vers des villes du bien vivre. Leur intelligence collective est primordiale.

Vous évoquez l'intelligence humaine quand les industriels imposent l'image d'une ville high-tech, artificiellement intelligente. Qui va l'emporter ?

On assiste à un phénomène intéressant : quand les industriels français veulent vendre un modèle de ville durable en Chine, par exemple, ils sont obligés de se plier à l'exigence d'harmonie urbaine de leurs clients. Et donc ils ne peuvent pas adopter une approche purement technologique mais doivent se demander comment renforcer les forces de vie – soit la capacité humaine du vivre ensemble – face aux logiques mortifères – la pollution, le gaspillage alimentaire, etc. Le fait de mener ces réflexions pourrait à terme changer leur vision technique et déshumanisante de la ville, qui repose sur l'hypothèse que, sans humain, les choses sont plus simples. En attendant, ne

nous étonnons pas que certains citoyens résistent à la domotique, perçue comme invasive, ou à une société de contrôle. Ceci dit, l'intelligence des réseaux, censée permettre les économies d'énergie ou faciliter les communications, peut se mettre au service de l'intelligence sensible et être intégrée à la logique du bien vivre.

« C'est parmi les créatifs culturels que se trouve la force motrice des stratégies vers des villes du bien vivre. »

La ville durable, du moins quand elle est présentée comme hyperconnectée, est-elle réservée aux pays riches ?

Pas du tout. En raison de l'absence d'infrastructures lourdes, les pays du Sud ont souvent dû innover. Et ont réussi : dans de nombreux pays, les gens sont directement passés au téléphone portable sans avoir eu de fixe. Et c'est dans le Sud qu'on a

développé le portable comme moyen de paiement, technologie qu'on importe désormais au Nord. Les transferts de savoir entre le Nord et le Sud se font dans les deux sens !

Mettre en place la ville durable, est-ce une urgence ?

Il faut distinguer les vraies urgences de la logique de précipitation, qui prévaut dans notre société. Nous avons un rapport au temps dégradé par une logique court-termiste. Or on ne peut aborder les vraies situations d'urgence que quand on a la tête froide, donc à condition d'avoir d'abord ralenti le rythme pour réfléchir. D'où tous les mouvements qui prônent la lenteur (slow food, slow citta en Italie), pour préparer la vraie urgence.

On sait depuis longtemps que les villes sont les plus grosses émettrices de gaz à effet de serre, que le système va droit dans le mur. Quand agir ?

C'est vrai : depuis le temps qu'on a posé un diagnostic et des objectifs de transformation cohérents, pourquoi n'a-t-on rien fait ? Pour pouvoir répondre, il faut se demander quelles sont les forces à l'œuvre dans la logique d'insoutenabilité. Et se tourner vers les 1 % les plus riches, et parmi eux les 0,01 % d'habitants de la planète qui détiennent entre 26 000

et 32 000 milliards de dollars dans les paradis fiscaux. Cette oligarchie mondiale est vent debout contre tout ce qui aurait permis d'avancer dans le sens d'une logique régulatrice plus écologique et plus humaine. C'est eux qui ont fait passer les objectifs du millénaire et l'environnement au second plan. Mais je fais confiance aux « créatifs culturels » pour entrer en résistance. —